

La transformation du modèle économique des universités à l'aune du contexte éducatif

Note d'opportunité stratégique

2025-10-29

Table des matières

1 Le modèle économique de l'enseignement supérieur est une question fréquente, abordée en débat sous l'angle politique, mais traitée sur le terrain en termes techniques.	2
1.1 Le débat est polarisé entre les promoteurs et les détracteurs du financement par les frais d'inscription.	2
1.2 La vivacité du débat est en augmentation croissante depuis 2023, mais les transformations sont en apparence techniques	3
1.3 La défaillance de l'Etat stratège et gestionnaire se confirme, alors que les efforts des universités sont largement ignorés	4
2 L'hypothèse d'une stagnation éducative questionne le rôle des universités.	5
2.1 L'illusion démographique peut masquer le régime de stagnation éducative	5
2.2 Depuis 30 ans, notre système éducatif est optimisé, sans réelle progression de la durée des études.	7
2.3 Les marges d'optimisation sont sans doute désormais consommées.	8
3 Le développement de l'édu-scepticisme questionne le rôle de l'éducation et de l'enseignement supérieur.	9
3.1 L'inversion des strates éducatives questionne l'investissement national dans l'éducation.	9
3.2 Le développement d'un discours édu-sceptique, défavorable à l'investissement privé dans l'éducation	12
4 Des conditions d'offre et de demande dangereuses	13
4.1 La situation internationale montre un marché entre vacillement et effondrement	13
4.2 En France, une inflation de l'offre, une déflation de la demande, et une bulle qui explose déjà	14
4.3 Un contexte éducatif qui invite à une réflexion plus large	17
5 Quelques points d'attention s'il était décidé de procéder à une augmentation des frais d'inscription	18

« A bout de souffle » est une expression fréquente¹ pour qualifier le modèle économique de l'enseignement supérieur et des universités, qui s'enlisent actuellement dans de très sérieuses difficultés économiques. Ces difficultés ravivent les vieux débats, dont notamment celui à propos de la hausse des frais d'inscription.

Cette note tente d'analyser l'opportunité d'un changement de modèle économique des universités françaises, en mettant de côté les questions idéologiques, et au prisme d'un triple constat : la possible stagnation éducative, le développement de l'édu-scepticisme, et l'état prévisible de l'offre et de la demande.

1. MICHEL DENEKEN. "Le modèle économique français pour l'enseignement supérieur est à bout de souffle". 16 août 2017. URL : <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-invite-de-8h20/michel-deneken-le-modele-economique-francais-pour-l-enseignement-superieur-est-a-bout-de-souffle-2444435> (visité le 29/10/2025).

1 Le modèle économique de l'enseignement supérieur est une question fréquente, abordée en débat sous l'angle politique, mais traitée sur le terrain en termes techniques.

1.1 Le débat est polarisé entre les promoteurs et les détracteurs du financement par les frais d'inscription.

La question de l'augmentation des frais d'inscription dans l'enseignement supérieur est régulière. Elle se pose parfois pour des raisons surtout budgétaires, visant à compenser un sous-investissement de l'Etat.² D'autres fois, elle se pose pour des raisons politiques,³ visant à modifier le modèle économique, et en particulier l'équilibre entre le financement direct par des dotations d'Etat (donc la solidarité nationale) et le financement par les étudiants, éventuellement au travers de bourses ou de prêts bancaires garantis (donc toujours avec une part de solidarité nationale, mais indirecte).

D'après ses promoteurs^{4, 5} la vertu principale du modèle de financement basé sur les frais d'inscription est un « tournant du système vers la qualité »⁶ : en agents rationnels et informés, les jeunes investissent en fonction de leurs capacités à réussir et dans les meilleures formations. Cette double concurrence, entre étudiants et entre formations, entraînerait tout le système vers le haut grâce à une sélection naturelle des "meilleurs", c'est-à-dire la fermeture des formations et l'éviction des étudiants en fonction de leurs performances.

D'après ses détracteurs^{7, 8} l'organisation en marché de l'enseignement supérieur⁹ aurait pour conséquence l'augmentation de la ségrégation économique et sociales des étudiants comme des établissements, la modification des choix d'orientation et l'endettement étudiant.

Les choses ne semblent pas figées, puisqu'on a pu observer quelques changements de position, comme par exemple le CAE, qui a édité un rapport favorable aux droits d'inscription en 2016,¹⁰ mais un rapport pronant plutôt l'investissement public en 2021,¹¹ ou encore Philippe Aghion, qui a changé d'avis entre 2004¹² et 2018.¹³

L'objet de cette note n'est pas de se positionner dans ce débat, mais d'apporter une éclairage sur

2. Jean SAUVAGE. *Projet De Foi De Finances Pour 1983: Tome VI, enseignement supérieur*. Sénat : Commission des Affaires culturelles, 22 nov. 1983, p. 39.

3. Olivier CROUILLEBOIS. "La Loi Devaquet : Raisons et Sens d'un Échec". Theses. Sorbonne Université, jan. 2020. URL : <https://theses.hal.science/tel-03407909> (visité le 02/11/2025).

4. Robert GARY-BOBO et Alain TRANNON. *Faut-il Augmenter Les Droits d'inscription à l'université?* Working Paper. HAL, 2005. doi : 10.3406/rfec.2005.1557.

5. ALAIN TRANNON. "« Faire accepter à la communauté universitaire un relèvement modéré des droits d'inscription »". In : (9 nov. 2018). URL : https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/11/09/faire-accepter-a-la-communaute-universitaire-un-relevement-moderé-des-droits-d-inscription_5381395_3232.html (visité le 29/10/2025).

6. THIERRY COULHON. *WikiLeaks - Macron Campaign Emails*. E-mail. 29 jan. 2017. URL : <http://web.archive.org/web/20220122054228/https://www.wikileaks.org/macron-emails/emailid/52695> (visité le 02/11/2025).

7. David FLACHER, Hugo HARARI-KERMADEC et Léonard MOULIN. "Faut-il (vraiment) augmenter les frais d'inscription à l'université ?" In : *Revue française d'économie* 3 (2012), p. 145-183. ISSN : 0769-0479. doi : 10.3917/rfe.123.0145.

8. DAVID FLACHER et HUGO HARARI-KERMADEC. "Enseignement supérieur : l'augmentation des frais d'inscription, une prime à la sécession scolaire". In : *Libération. Tribunes* (1^{er} juill. 2025). URL : https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/enseignement-superieur-laugmentation-des-frais-dinscription-une-prime-a-la-secession-scolaire-20250701_TME7NOIKUBAYFMLU5MQ3KHAALA/ (visité le 02/11/2025).

9. *Quand l'éducation devient un marché*. France Culture, 18 sept. 2023. URL : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcast/s/etre-et-savoir/enseignement-superieur-faut-il-se-mefier-du-privé-a-but-lucratif-9596530> (visité le 02/11/2025).

10. Cecilia GARCÍA-PEÑALOSA et Étienne WASMER. *Préparer La France à La Mobilité Internationale Croissante Des Talents*. Conseil d'analyse économique, 31 mai 2016. URL : <https://cae-eco.fr/static/pdf/cae-note031v3.pdf#:~:text=attractivité%20n%20pas%20uniquement%20par,parti%20culier%20%E2%80%99accueil%20des%20%C3%A9trangers%20%C3%A0> (visité le 29/10/2025).

11. GABRIELLE FACK et ÉLISE HUILLERY. *Enseignement Supérieur : Pour Un Investissement plus Juste et plus Efficace*. Les Notes 68. Conseil d'analyse économique, déc. 2021. URL : <https://cae-eco.fr/enseignement-superieur-pour-un-investissement-plus-juste-et-plus-efficace> (visité le 29/10/2025).

12. PHILIPPE AGHION et ELIE COHEN. *Education et croissance*. rapport public. Conseil d'analyse économique, jan. 2004.

13. PHILIPPE AGHION et ÉRIC MONNET. "Ce que rapporte l'éducation gratuite". In : *La Vie des idées* (14 déc. 2018). URL : <https://laviedesidees.fr/Ce-que-rapporte-l-education-gratuite> (visité le 29/10/2025).

l'opportunité d'une modification du modèle économique dans le contexte actuel.

1.2 La vivacité du débat est en augmentation croissante depuis 2023, mais les transformations sont en apparence techniques

En 2023, M. Macron déclarait « On ne pourra pas rester durablement dans un système où l'enseignement supérieur n'a aucun prix pour les étudiants », ¹⁴ Début 2025, Le CESE a été chargé d'une saisine sur « Quel modèle de financement pour répondre aux ambitions de l'enseignement supérieur ? ». ¹⁵ La lettre de mission d'un récent rapport IGF-IGESR est très explicite : « identifier les leviers de développement de ces ressources propres, en formulant en particulier des pistes d'évolution relatives aux droits d'inscription en formation initiale ». ¹⁶ Ce rapport est tenu secret.

Si augmenter les frais d'inscription est sans doute perçu par les établissements d'abord comme une manière d'éviter la faillite, symbolisée par la mise sous tutelle rectorale, la menace de cette mise sous tutelle peut servir de levier politique pour encourager une transformation technique du modèle économique. Ces règles viennent d'être révisées. ¹⁷

Après une réduction de ses subventions, le directeur des Mines Saint-Etienne déclare « Les crises sont aussi des moments qui permettent de faire évoluer les systèmes ». ¹⁸ Il défend un modèle de financement public-privé « plus affirmé » ¹⁹ et une « mutation profonde du modèle économique », c'est-à-dire à « faire payer les familles » comme dans les écoles Centrales. ²⁰ Pour les mêmes raisons, les ENS ²¹ ont augmenté leurs frais d'inscription et le réseau INSA-Polytech s'apprête à faire de même. ²² Pratiquement toutes les formations d'ingénieur sont concernées, au moins par le questionnement. ²³

Ainsi, de nombreuses formations transforment leur modèle économique, mais le plus souvent en réaction à une pression budgétaire technique. Ces raisons techniques se retrouvent dans les rapports édités par l'Etat.

14. HUGO DÉCRYPTÉ - GRANDS FORMATS, directeur. *L'interview d'Emmanuel Macron Par Hugo Décrypté*. 4 sept. 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=3Z6HnUJ3hcw> (visité le 02/11/2025).

15. KENZA OCCANSEY. *Quel modèle de financement pour répondre aux ambitions de l'enseignement supérieur ?* CESE, 28 jan. 2025. URL : <https://www.lecese.fr/actualites/quel-modele-de-financement-pour-repondre-aux-ambitions-de-l-enseignement-superieur> (visité le 02/11/2025).

16. CAMILLE CORDONNIER. "Ressources propres : les droits d'inscription et l'Europe représentent..." In : *AEF* (Dépêche n° 737612 19 sept. 2025). URL : <https://www.aefinfo.fr/depeche/737612-ressources-propres-les-droits-d-inscription-et-l-europe-representent-le-plus-fort-potentiel-de-croissance-igesr-igf> (visité le 29/10/2025).

17. *Décret N° 2024-1108 Du 2 Décembre 2024 Relatif Au Budget et Au Régime Financier Des Établissements Publics à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel*. 2 déc. 2024.

18. ANNE MASCRET. "Mines Saint-Étienne : "Les crises sont aussi des moments qui permettent..." In : *Dépêche n°736967* (15 août 2025). URL : <https://www.aefinfo.fr/depeche/736967-mines-saint-etienne-les-crises-sont-aussi-des-moments-qui-permettent-de-faire-evoluer-les-systemes-jacques-fayolle> (visité le 03/11/2025).

19. JULIE LANIQUE. "Mines Saint-Étienne défend un modèle de financement public-privé "plus..." In : *Dépêche n° 736407* (28 août 2025). URL : <https://www.aefinfo.fr/depeche/736407-mines-saint-etienne-defend-un-modele-de-financement-public-privé-plus-affirmé-et-freine-ses-objectifs-de-croissance> (visité le 03/11/2025).

20. Marion PERROUD. "Les écoles d'ingénieurs publiques, comme CentraleSupélec, envisagent de faire davantage payer les familles". In : *Challenges. Grandes Ecoles* (16 oct. 2025). URL : https://www.challenges.fr/grandes-ecoles/les-ecoles-dingenieurs-publiques-comme-centrale-envisagent-de-faire-payer-les-familles_627769 (visité le 03/11/2025).

21. JULIETTE BURNEL. "L'ENS-PSL décide à son tour d'augmenter ses frais de scolarité à partir de la rentrée 2025". In : *Dépêche n° 732520* (10 juin 2025). URL : <https://www.aefinfo.fr/depeche/732520-l-ens-psl-decide-a-son-tour-daugmenter-ses-frais-de-scolarite-a-partir-de-la-rentree-2025> (visité le 03/11/2025).

22. JULIE LANIQUE. "Droits d'inscription en écoles d'ingénieurs : les positions des réseaux..." In : *Dépêche n° 732625* (). URL : <https://www.aefinfo.fr/depeche/732625-droits-d-inscription-en-ecoles-d-ingenieurs-les-positions-des-reseaux-insa-et-polytech> (visité le 03/11/2025).

23. DAVID FLACHER et JULIEN GOSSA. *Frais d'inscription et privatisation de l'enseignement supérieur : enjeux et perspectives*. Les blogs d'Alternatives Économiques. 18 sept. 2025. URL : <http://blogs.alternatives-economiques.fr/les-economistes-atterres/2025/09/18/frais-d-inscription-et-privatisation-de-l-enseignement-superieur-enjeux-et-perspectives> (visité le 03/11/2025).

1.3 La défaillance de l'Etat stratège et gestionnaire se confirme, alors que les efforts des universités sont largement ignorés

En 2013, un rapport d'information du Sénat « Financement des universités : l'équité au service de la réussite de tous »²⁴ décrivait les défaillances du modèle d'allocation des moyens SYMPA, l'incapacité de l'Etat à établir une juste allocation des moyens et à arbitrer entre service public et performance. Il estimait que « *dans un contexte de stagnation des financements publics, et d'impossibilité d'accroître fortement les prélèvements obligatoires, porter les droits de scolarité au niveau moyen en Europe est une piste qui mérite d'être explorée* ». Douze ans plus tard, en 2025, la mission d'information sur « la stratégie universitaire de l'État »²⁵ formule exactement les mêmes constats, et recommande d'« ouvrir la réflexion sur les conditions d'un rehaussement national des droits d'inscription ».

La France est désormais, avec le Luxembourg (qui n'a qu'une université), le seul pays européen sans modèle d'allocation des moyens.²⁶ Dans ce contexte, les efforts de transformation des universités sont souvent ignorés. Le rapport de la Commission des finances du sénat « Améliorer la performance de l'enseignement supérieur : un contrat qui reste à honorer »²⁷ estime que « les ressources propres augmentent en réalité suivant un rythme proche de celui de la SCSP » et que « les droits d'inscription demeurent extrêmement minoritaires dans les ressources des établissements d'enseignement supérieur », et en tire en conclusion que « la progressivité des droits d'inscription irait dans le sens d'une plus grande justice sociale ».

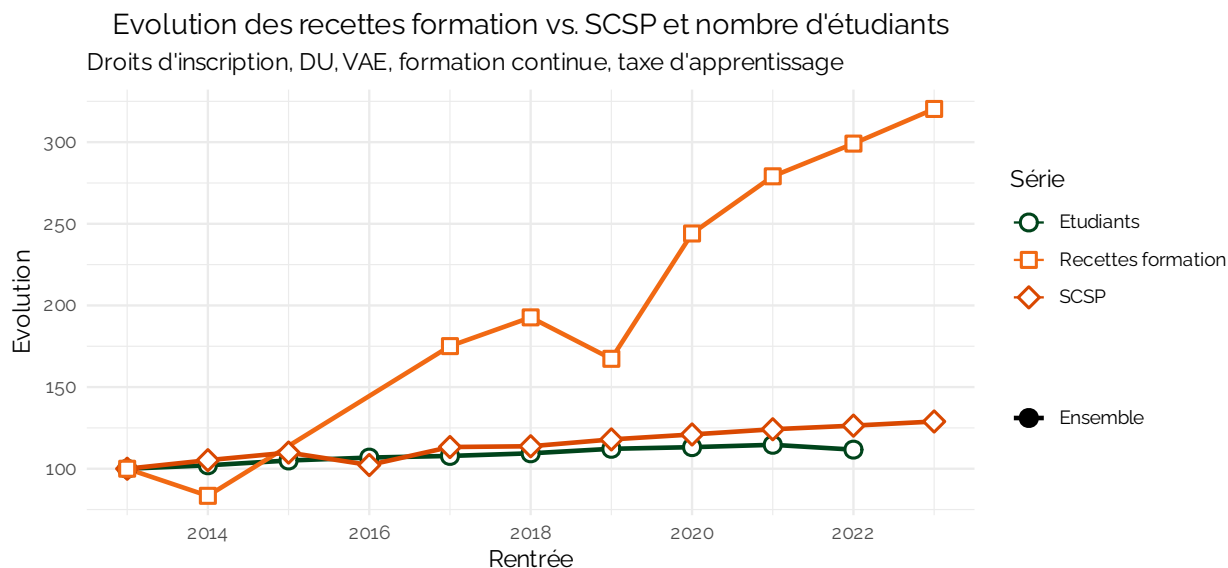
Il s'agit vraisemblablement d'une mauvaise interprétation des données, puisqu'au contraire on observe les résultats d'une politique volontariste de développement des recettes propres formation, qui proviennent certes des droits d'inscription fixés par les gouvernement, mais aussi des DU, de la VAE et de la formation continue : entre 2013-2014 et 2023-2024, alors que la SCSP augmentait d'environ 20 % (sans prise en compte de l'inflation), les recettes propres formation des établissements du MESR ont été multipliées par plus de trois, passant de 604 M€ à 1 936 M€.

24. GILLOT DOMINIQUE et ADNOT PHILIPPE. *Financement des universités : l'équité au service de la réussite de tous*. Rapport d'information 547. Commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport du Sénat, 3 avr. 2013. URL : <https://www.senat.fr/rap/r12-547/r12-547.html> (visité le 29/10/2025).

25. LAURENCE GARNIER et PIERRE-ANTOINE LEVI. *Les Relations Stratégiques Entre l'État et Les Universités*. Rapport d'information 58. Commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport du Sénat, 2025-10-2025. URL : <https://www.senat.fr/rap/r25-058/r25-058.html> (visité le 29/10/2025).

26. Enora Bennetot PRUVOT et Thomas ESTERMANN. *Allocating Core Public Funding to Universities in Europe: State of Play & Principles*. EUA, mars 2022, p. 39.

27. Vanina PAOLI-GAGIN. *Améliorer la performance de l'enseignement supérieur : un contrat qui reste à honorer*. Commission des finances : Sénat, 11 juin 2025. URL : <https://www.senat.fr/travaux-parlementaires/commissions/commission-des-finances/detail-actualite/controle-budgetaire-perspectives-de-financement-des-objectifs-fixes-par-la-loi-de-programmation-militaire-5100-1.html>.



Pour résumer, on constate que le débat est particulièrement vif sur le changement de modèle économiques des formations supérieures, et que la transformation est déjà en cours dans les écoles, directement par l'augmentation des frais d'inscription de base, mais aussi dans les universités, indirectement par le développement d'autres sources de financement de la formation (DU, FC, VAE et alternance).

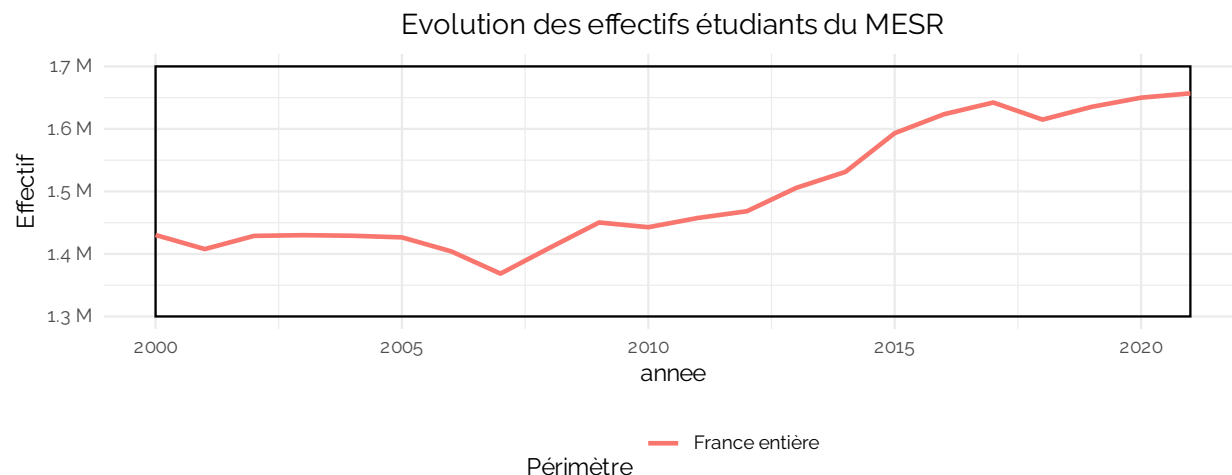
C'est donc bien une transformation, mais progressive et fragmentée, faites d'initiatives locales, impulsées par des contraintes nationales mais sans orientation stratégique assumée par la nation. Cette transformation arrive cependant dans un contexte très particulier, marqué notamment par une possible stagnation éducative.

2 L'hypothèse d'une stagnation éducative questionne le rôle des universités.

La stagnation éducative désigne un régime où le niveau de qualification de la population cesse de progresser. Après une massification éducative, dans un système borné en 3/5/8, la stagnation est une étape inévitable : son maximum théorique est de 100% d'une classe d'âge atteignant le niveau ultime de formation. Cette limite théorique est difficile à atteindre en réalité, et le niveau de stagnation reste une inconnue civilisationnelle.

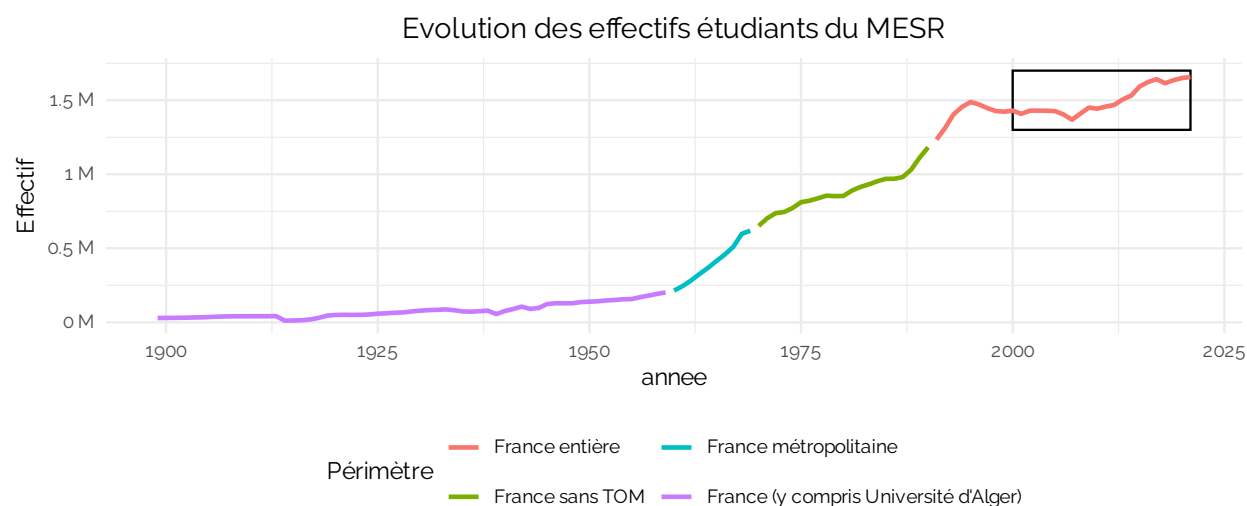
2.1 L'illusion démographique peut masquer le régime de stagnation éducative

Les évolutions récente de la population étudiante peuvent entretenir l'illusion d'une progression continue du niveau de qualification de la population.



Julien Gossa et Kévin Hédé, Camille Noûs - CPESR LO 2.0 cpesr.fr
Source : Données collectées par Kevin Hédé

Mais une vision à plus long terme fait apparaître clairement les trois régimes : pré-massification, massification à partir des années 1950, et post-massification / stagnation à partir des années 2000.



Julien Gossa et Kévin Hédé, Camille Noûs - CPESR LO 2.0 cpesr.fr
Source : Données collectées par Kevin Hédé

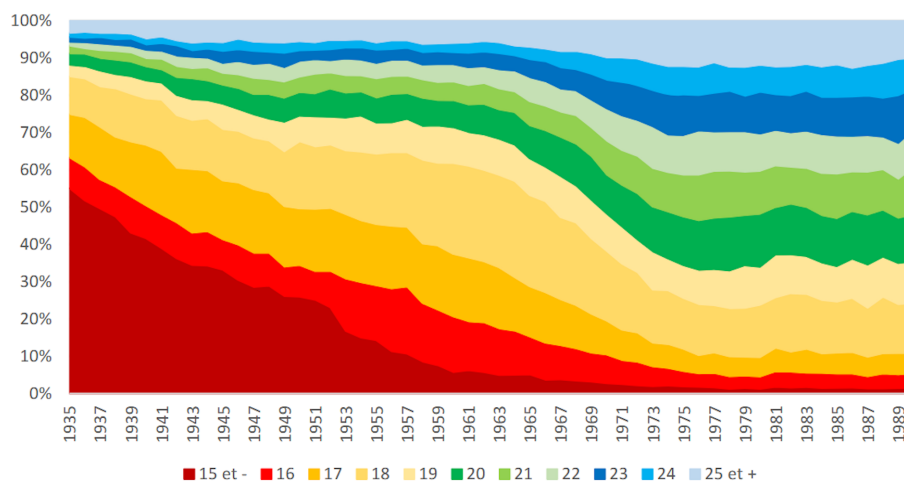
Cette situation est connue depuis longtemps. En 1994, le Ministre de l'éducation, François Bayrou, déclarait « *Passer du siècle de la quantité au siècle de la qualité. Passer de la massification à la démocratisation et du même mouvement rendre à notre société les conditions d'une adhésion à l'école sans laquelle il n'y a pas de succès possible.* ». ²⁸

28. FRANÇOIS BAYROU. Déclaration de M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, sur les propositions de réforme du système scolaire dans l'enseignement primaire et secondaire afin de lutter contre l'échec scolaire, Paris le 9 mai 1994. (Pour les 155 propositions vo. vie-publique.fr. 1994. URL : <https://www.vie-publique.fr/discours/137031-declaration-de-m-francois-bayrou-mini-stre-de-leducation-nationale-su> (visité le 18/09/2022).

2.2 Depuis 30 ans, notre système éducatif est optimisé, sans réelle progression de la durée des études.

Ainsi, depuis 30 ans, on opère une optimisation du système éducatif : le niveau d'étude moyen augmente, mais plus l'âge de fin des études.²⁹

Graphique 1. Distribution de l'âge de fin d'études initiales selon la génération



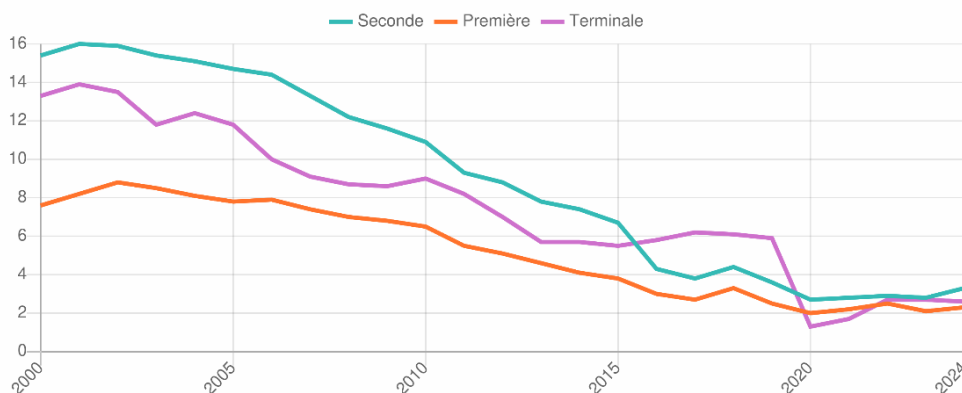
Lecture : 55 % des personnes nées en 1935 ont terminé leurs études initiales à 15 ans ou moins.

Champ : personnes nées et résidant en France métropolitaine, nées entre 1935 et 1990 et ayant terminé leurs études initiales.

Sources. Enquêtes Emploi 2014-2020, calculs Dares.

Cette optimisation s'appuie notamment sur la réforme du bac professionnel en 2010, et la réduction des redoublements. Les redoublements étant désormais presque totalement éliminés, il est possible qu'il n'existe plus de marge d'optimisation dans le secondaire³⁰.

1) Évolution du taux de redoublement dans les établissements de l'éducation nationale (en %)

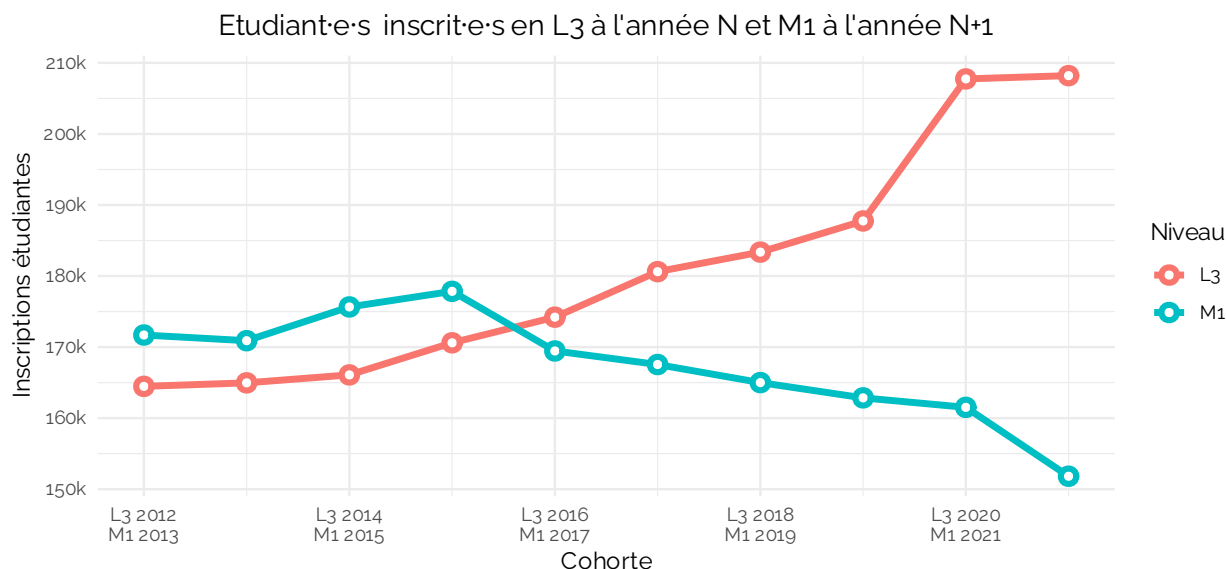


29. Guillaume ALLÈGRE. "Le faux procès des études supérieures trop longues". In : *The Conversation* (8 oct. 2025). doi : 10.64628 /AAKj9yjjegvc. URL : <http://theconversation.com/le-faux-proces-des-etudes-superieures-trop-longues-266080> (visité le 29/10/2025).

30. RERS 2025. https://rers.depp.education.fr/2025/tableau/O4_EL2D/10_FORMGTFLUX

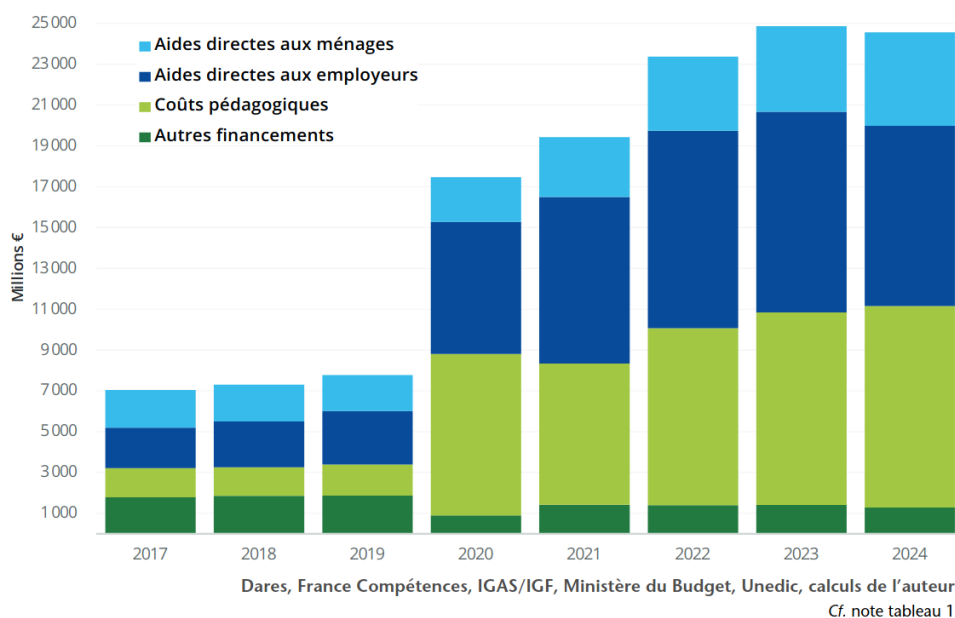
2.3 Les marges d'optimisation sont sans doute désormais consommées.

Cela peut expliquer la concentration du discours de « réussite » sur « l'échec en Licence », seule marge d'optimisation encore disponible. Néanmoins, cette marge est probablement inexploitable, puisque les places en Masters restent limitées, et que les Masters restent encore les débouchés principaux des Licences.



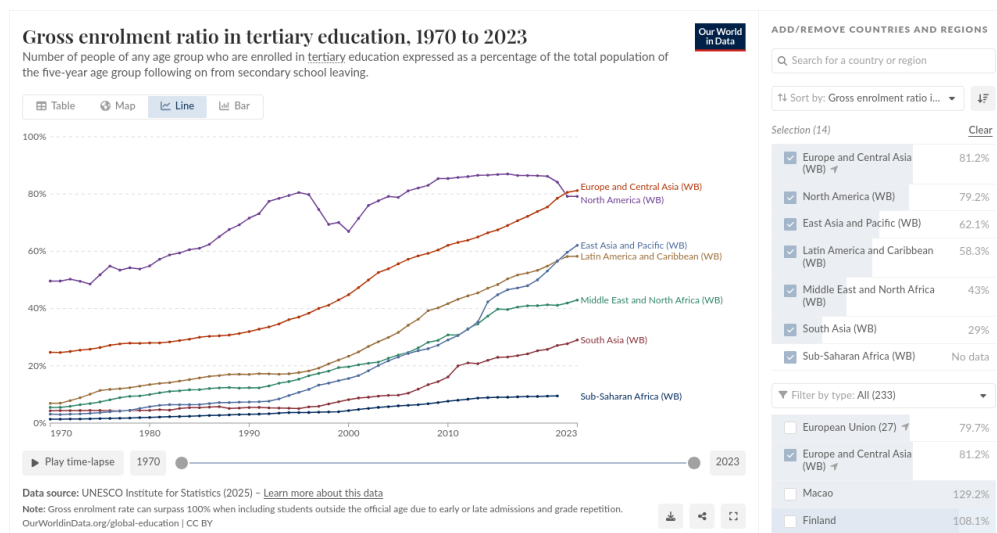
On peut également noter que le développement de l'alternance, malgré son coût sans précédent et sans comparaison avec d'autres dépenses éducatives,³¹ ne s'est pas fait en augmentant la part des jeunes faisant des études supérieures, mais par une substitution des places existantes. Cela représente un indice que le système est arrivé à saturation.

Graphique 8. Répartition de la dépense nationale pour l'apprentissage



31. Bruno COQUET. *Apprentissage : Quatre leviers pour reprendre le contrôle*. OCFE, 2024. URL : <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2024/OFCEpbrief135.pdf>.

Au final, l'hypothèse d'une stagnation éducative doit être sérieusement envisagée. Cette situation ravive des questions idéologiques et stratégiques anciennes, ce qui invite à des transformations, qui peuvent tout à fait conduire à des régressions éducatives. C'est peut-être ce que nous sommes en train d'observer aux USA, pays dont la massification est la plus avancée ³².



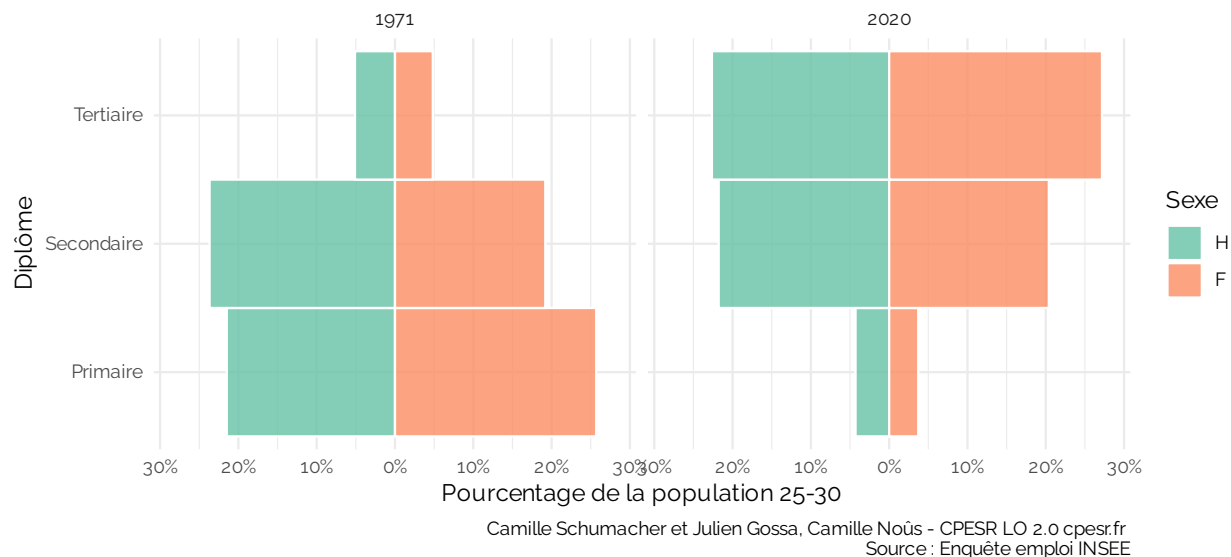
De cette situation aboutit naturellement un questionnement sur le rôle des études supérieures, et en particulier le rôle des universités, car ces dernières ont été conçues pour porter la massification : si cette massification est achevée, quel doit être le nouveau rôle des universités ?

3 Le développement de l'éducepticisme questionne le rôle de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

3.1 L'inversion des strates éducatives questionne l'investissement national dans l'éducation.

La massification éducative s'accompagne mécaniquement d'une inversion de la pyramide des strates éducatives. Ainsi, en 50 ans, la France a totalement renversé sa hiérarchie scolaire : alors que la moitié des jeunes n'avaient qu'une éducation primaire au début des années 1970, plus de la moitié a désormais un niveau d'éducation tertiaire/supérieure.

32. Gross enrolment ratio in tertiary education. Our world in data. <https://ourworldindata.org/grapher/gross-enrollment-ratio-in-tertiary-education?tab=chart>



Cette nouvelle situation questionne « la valeur des diplômes ». Pour certains, il s'agit d'une banalisation tout à fait positive,³³ pour d'autres une inflation scolaire qui menace la méritocratie.³⁴ La réaction des pouvoirs publics est, pour l'instant, de freiner cette évolution, et peut-être de tenter de la renverser. Ainsi, notre nation a pour objectif de diminuer la part des néo-bacheliers recevant une proposition dans Parcoursup³⁵. L'explication officielle est que « L'enjeu est de préserver le taux d'insertion professionnelle »,³⁶ La collision entre la politique de réussite en Licence et la politique d'insertion professionnelle explique l'évolution des effectifs de L3 et M1. Le renversement de la dynamique éducative est désormais explicitement assumé dans le programme du parti présidentiel, qui comporte une section « réduire la durée des études initiales ».³⁷

C'est aussi sans doute une clé d'explication du défaut d'investissement public dans l'enseignement supérieur : il n'est peut-être plus vu comme un investissement d'avenir, mais seulement comme un coût actuel, en partie dispensable ou privatisable. Cela peut expliquer le choix de réduire le nombre d'enseignants dans l'Éducation nationale plutôt que de réduire la taille des classes, quand bien même ce choix serait économiquement discutable.³⁸ Dans le supérieur, on peut effectivement constater que l'investissement par étudiant a baissé de 20% depuis 2017.³⁹

33. Cédric HUGRÉE et Tristan POUILLAUUEC. *L'université qui vient: un nouveau régime de sélection scolaire*. Raisons d'agir. Paris : Raison d'agir éditions, 2022. ISBN : 979-10-97084-17-2.

34. Marie DURU-BELLAT. *L'inflation scolaire: les désillusions de la méritocratie*. La République des idées. Paris : Seuil, 2006. 105 p. ISBN : 978-2-02-085168-8.

35. Indicateur 1.5 : Admission dans l'enseignement supérieur. Projet annuel de performances du programme 150 annexé au Projet de loi des finances 2026. <https://www.budget.gouv.fr/documentation/documents-budgetaires-lois/exercice-2026>

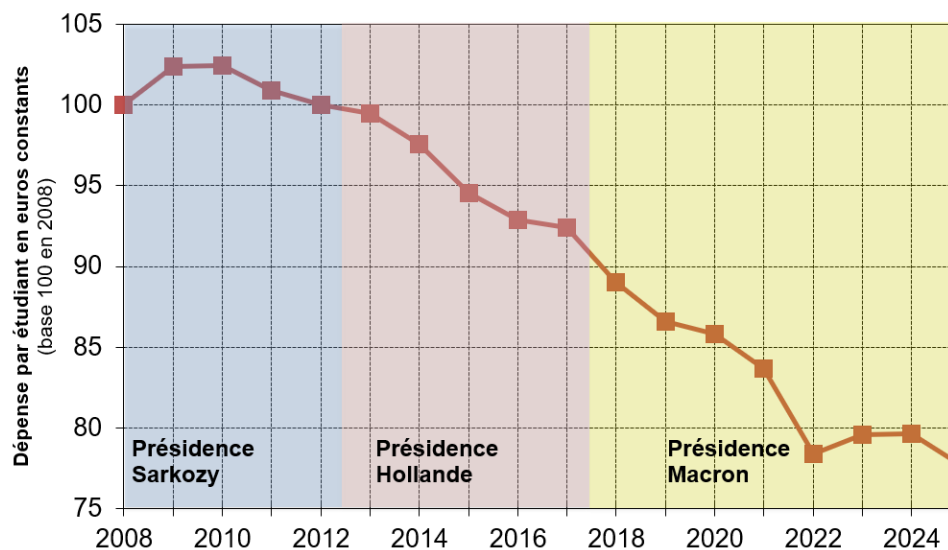
36. Caroline BEYER. "Frédérique Vidal: «L'enjeu est de préserver le taux d'insertion professionnelle»". In : *Le Figaro. Société* (21 sept. 2021). URL : <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/frederique-vidal-l-enjeu-est-de-preserver-le-taux-d-insertion-professionnelle-20210921> (visité le 04/11/2025).

37. RENAISSANCE. *Un Choc Des Savoirs Pour l'enseignement Supérieur et La Formation*. 21 juill. 2025. URL : https://doc.parti.re/Conventions-thematiques_Nouvelle-donnee.pdf (visité le 23/07/2025).

38. PAULINE CHAROUSSET et al. *Taille des classes et inégalités territoriales : quelle stratégie face à la baisse démographique?* Perspectives budgétaires. Institut des Politiques Publiques – IPP, 30 juin 2025. URL : <https://www.ipp.eu/publication/taille-des-classes-et-inegalites-territoriales-quelle-strategie-face-a-la-baisse-demographique/> (visité le 04/11/2025).

39. LUCAS CHANCEL. *Jeu de données sur la dépense publique d'enseignement supérieur et de recherche par étudiant en France*. 20 oct. 2025. URL : <https://lucaschancel.com/etudiants/> (visité le 04/11/2025).

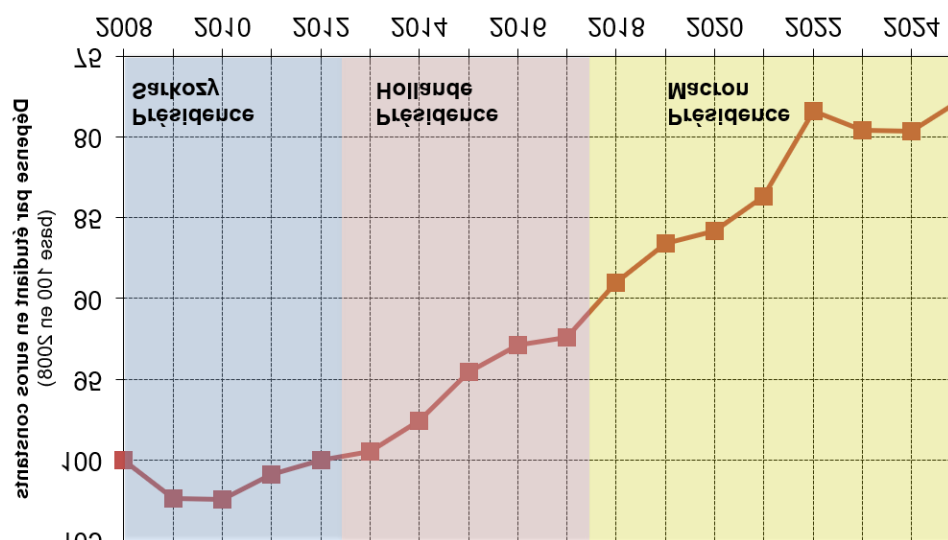
La chute du budget de l'enseignement supérieur par étudiant (2008-2025)



Lecture: le budget de l'enseignement supérieur par étudiant, une fois l'inflation prise en compte, a baissé de 22% entre 2012 et 2025. La baisse est de 16% depuis 2017. Données du programme budgétaire 150.
Sources et séries: voir www.lucaschancel.com/etudiants (série et données d'inflation mises à jour en janvier 2025).

Cependant, une perspective plus positive est que la productivité de l'enseignement supérieur public a dans le même temps été améliorée de 20%, puisque nous formons 20% d'étudiants en plus par euro dépensé. On retrouve là l'idée de l'optimisation de la dépense.

Sources et séries: voir www.lucaschancel.com/etudiants (série et données d'inflation mises à jour en janvier 2025).
Lecture: le budget de l'enseignement supérieur par étudiant, une fois l'inflation prise en compte, a baissé de 22% entre 2012 et 2025. La baisse est de 16% depuis 2017. Données du programme budgétaire 150.



La chute du budget de l'enseignement supérieur par étudiant (2008-2025)

Il ne faut pas sous-estimer cette situation, car elle est tout à fait nouvelle : aucune civilisation ne s'est encore confrontée à une stagnation éducative avec une stratification éducative inversée. Il n'y a plus de modèle sur lequel s'appuyer pour faire des choix politiques. Cette situation est aussi propice à un renouveau du discours éducatif.

3.2 Le développement d'un discours éduceptique, défavorable à l'investissement privé dans l'éducation

C'est dans cette situation que se développe désormais un discours éduceptique. L'éducepticisme est une position politique et idéologique hostile à la démocratisation éducative, c'est-à-dire à l'accès du plus grand nombre de jeunes aux études les plus longues possible. Elle se traduit généralement par un discours utilitariste, hostile aux savoirs désintéressés et favorable à l'adéquationnisme, c'est-à-dire l'ouverture de places de formation conditionnées à l'existence d'emplois en adéquation.

L'édu-scepticisme est généralement la position réactionnaire dans tous les débats sur les massifications éducatives depuis qu'ils existent. Dès 1688, on trouve « Le commerce des lettres [i.e. les études non professionnalisantes] bannirait absolument celui de la marchandise, qui comble les états de richesses », mais aussi « il remplirait la France de chicaneurs plus propres à ruiner les familles particulières et à troubler l'ordre public qu'à procurer aucun bien aux états » [Richelieu]. Les deux arguments sont ainsi que les savoirs désintéressés détourneraient la jeunesse de la production économique, mais en plus seraient facteur d'instabilité politique et sociale. Ce discours n'est pas différent de celui qu'on peut entendre aujourd'hui sur les études en sciences sociales.

Portés notamment par l'engouement pour les IA, les éditoriaux éduceptiques sont de plus en plus fréquents : « doit-on en finir avec le bac+5 ? », ⁴⁰ « Arrêtons d'enseigner un milliard de conneries aux gamins », ⁴¹ « Il ne faut plus cirer trop longtemps les bancs des universités », ⁴² « Ne faites plus d'études » ⁴³...

Ce mouvement n'est pas spécifique à la France, mais se retrouve notamment aux États-Unis, où l'éducepticisme de l'administration Trump est particulièrement vif, ⁴⁴ et a sans doute participé à sa victoire électorale, en désignant les universités comme l'ennemi de la nation : « *The universities are the enemy* ». ⁴⁵ Aux USA comme en Angleterre, on affirme qu'« Il est temps de réaliser que l'Université est une arnaque », ⁴⁶ position relayée en France sans distance dans Le FigaroVox. ⁴⁷ La question est prise suffisamment au sérieux pour qu'on produise des rapports sur la question : « Les universités en valent-elles le coût ? ». ⁴⁸ Ce rapport conclue qu'aucune preuve ne supporte l'éducepticisme.

De fait, une approche purement utilitariste des études supérieures oblige à questionner le retour sur investissement des études face aux révolutions du marché du travail : en ce moment, il faut prédire les secteurs impactés par l'IA pour savoir quelles sont les filières encore rentables. ⁴⁹ Ainsi, la perturbation du marché de l'emploi, alliée au discours public de dénigrement des études supérieures, risquent de réduire l'intérêt que les familles portent à la poursuite d'étude, et donc réduire l'investissement privé dans l'éducation.

40. "Le niveau est en chute libre, il faut cibler les métiers manuels": doit-on en finir avec le bac+5 ? 17 sept. 2025. URL : https://rmc.bfmtv.com/actualites/societe/education/le-niveau-est-en-chute-libre-il-faut-cibler-les-metiers-manuels-doit-on-en-finir-avec-le-bac-5_AV-202509170667.html (visité le 04/11/2025).

41. Mathilde SERRA, directeur. *Natacha Polony: «Arrêtons d'enseigner un milliard de conneries aux gamins» et apprenons plutôt la couture à l'école*. 25 sept. 2025. URL : <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/natacha-polony-arretons-d-enseigner-un-milliard-de-conneries-aux-gamins-et-apprenons-plutot-la-couture-a-l-ecole-20250925> (visité le 04/11/2025).

42. JULIEN DAMONT, "Réduire l'enseignement supérieur". In : *Les Echos. Idées & Débats* (15 sept. 2025). URL : <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/reduire-l-enseignement-superieur-2186307> (visité le 04/11/2025).

43. *Ne faites plus d'études: apprendre autrement à l'ère de l'IA*. Paris : Buchet Chastel, 2025. ISBN : 978-2-283-04249-6.

44. JOHN OLIVER, directeur. *Trump vs. Higher Education*. 8 sept. 2025. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=xk94il8L820> (visité le 04/11/2025).

45. LAUREN LASSABE SHEPHERD. "The Universities Are the Enemy: Why the Right Detests the American Campus". In : *The Guardian. Opinion* (6 mai 2025). ISSN : 0261-3077. URL : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2025/may/06/maga-republicans-u-s-universities> (visité le 04/11/2025).

46. Roger BOOTLE. "It's Time Britain Realised That Going to University Is a Scam". In : *The Telegraph* (11 août 2025). ISSN : 0307-1235. URL : <https://www.telegraph.co.uk/business/2025/08/11/its-time-we-realised-that-university-is-a-scam/> (visité le 04/11/2025).

47. EMMA BECKER. "J'aimais beaucoup Charlie Kirk". In : *Le Figaro Vox. Vox Monde* (11 sept. 2025). URL : <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/emma-becker-j-aimais-beaucoup-charlie-kirk-20250911> (visité le 04/11/2025).

48. David WILLETTS. *Are Universities Worth It? A Review of the Evidence and Policy Options*. King's college London, 2025. URL : <https://www.kcl.ac.uk/policy-institute/assets/are-universities-worth-it.pdf>.

49. Sarah MURRAY. "AI's Rapid Evolution Demands More Flexible Training". In : *Financial Times. Artificial intelligence* (23 oct. 2025). URL : <https://www.ft.com/content/177dab62-efc7-4485-9cf2-c78e94ac0302> (visité le 04/11/2025).

4 Des conditions d'offre et de demande dangereuses

Si l'investissement public est contesté et qu'un discours éduceptique se développe et menace l'investissement privé, il convient de se demander si l'état de l'offre (les formations) et de la demande (les étudiants) est favorable à un changement de modèle économique vers plus de financement privé.

4.1 La situation internationale montre un marché entre vacillement et effondrement

L'Angleterre a procédé à une mise en quasi-marché⁵⁰ progressive de son enseignement supérieur dès la fin des années 1990. Depuis, son système a développé une fragilité systémique aux crises (COVID,⁵¹ Brexit⁵² ou économique⁵³). Malgré le développement des frais d'inscription, la situation financière des établissements n'y semble pas meilleure qu'en France : un quart des départements de physiques sont par exemple menacés de fermeture.⁵⁴ Une partie de la classe politique estime que l'effondrement des universités serait souhaitable,⁵⁵ situation qui inquiète les familles : « Sept Britanniques sur dix seraient inquiets en cas de fermetures massives d'universités, et attribueraient la responsabilité au gouvernement ». ⁵⁶ La fragilité est telle qu'on se pose la question : « Le pari du libre marché : la Covid a-t-elle brisé les universités britanniques ? ». ⁵⁷ Une réforme s'apprête à figer les frais d'inscription, donc le marché, afin de protéger les contribuables du risque d'inflation des frais d'inscription, dont seulement 56% sont intégralement remboursés⁵⁸ et que le gouvernement perd de l'argent y compris sur les prêts remboursés.⁵⁹

A minima, il faut constater que le changement de modèle économique n'a pas permis d'éviter les difficultés financières aux universités anglaises. L'Australie traverse également une crise sans précédent,⁶⁰ caractérisée par un taux inquiétant d'abandon et une chute de l'engagement dans les études supérieures, que les pouvoirs publics n'arrivent pas à enrayer.⁶¹ Aux USA, en plus des atteintes portées par l'administration Trump, y compris sur les plus prestigieuses universités,⁶² les frais d'inscription sont

50. Lars NIKLASSON. "Quasi-markets in Higher Education—a Comparative Analysis". In : *Journal of Higher Education Policy and Management* 18.1 (mai 1996), p. 7-22. ISSN : 1360-080X, 1469-9508. DOI : 10.1080/1360080960180102. URL : <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/1360080960180102> (visité le 04/11/2025).

51. Paul BOLTON et Susan HUBBLE. "Coronavirus: Financial Impact on Higher Education". In : Research Briefing (27 oct. 2025). URL : <https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cbp-8954/> (visité le 04/11/2025).

52. Anna FAZACKERLEY. "Brexit Causes Collapse in European Research Funding for Oxbridge". In : *The Guardian. Education* (4 fév. 2023). ISSN : 0261-3077. URL : <https://www.theguardian.com/education/2023/feb/04/brexit-causes-collapse-in-european-research-funding-for-oxbridge-universities> (visité le 04/11/2025).

53. HAYLEY CLARKE et EMILY DOUGHTY. "Thousands More University Jobs Cut as Financial Crisis Deepens". In : *BBC* (10 oct. 2025). URL : <https://www.bbc.com/news/articles/cp3ve5jegkvo> (visité le 04/11/2025).

54. Richard ADAMS. "Quarter of UK University Physics Departments at Risk of Closing, Survey Finds". In : *The Guardian. Education* (19 sept. 2025). ISSN : 0261-3077. URL : <https://www.theguardian.com/education/2025/sep/20/quarter-of-uk-university-physics-departments-at-risk-of-closing-survey-finds> (visité le 04/11/2025).

55. Michael DEACON. "The Collapse of Our Universities Is the Best Thing That Could Happen to Britain". In : *The Telegraph* (16 jan. 2024). ISSN : 0307-1235. URL : <https://www.telegraph.co.uk/news/2024/01/16/collapse-of-universities-would-be-great-news-for-britain/> (visité le 04/11/2025).

56. THE POLICY INSTITUTE. *Mass University Closures Would Worry Seven in 10 People, with UK Government Getting Blame, Survey Finds*. King's College London. URL : <https://www.kcl.ac.uk/news/mass-university-closures-would-worry-seven-in-10-people-with-uk-government-getting-blame-survey-finds> (visité le 04/11/2025).

57. Rowan MOORE. "The Free-Market Gamble: Has Covid Broken UK Universities?" In : *The Guardian. Education* (17 jan. 2021). ISSN : 0261-3077. URL : <https://www.theguardian.com/education/2021/jan/17/free-market-gamble-has-covid-broken-uk-universities> (visité le 04/11/2025).

58. *Student Loan Forecasts for England, Financial Year 2024-25*. Department for Education, 3 juill. 2025. URL : <https://explore-education-statistics.service.gov.uk/find-statistics/student-loan-forecasts-for-england/2024-25> (visité le 04/11/2025).

59. Sally WEALE et Sally Weale Education CORRESPONDENT. "Government to Lose Money on All Student Loans – Even Those Repaid in Full". In : *The Guardian. Money* (9 jan. 2024). ISSN : 0261-3077. URL : <https://www.theguardian.com/money/2024/jan/09/government-lose-money-student-loans-inflation> (visité le 04/11/2025).

60. Susan FORDE. "Australia's university system is 'battered' and 'broken' – a new book surveys the wreckage and offers some solutions". In : *The Conversation* (30 juin 2025). DOI : 10.64628/AAj64udygkt. URL : <http://theconversation.com/australias-university-system-is-battered-and-broken-a-new-book-surveys-the-wreckage-and-offers-some-solutions-259273> (visité le 04/11/2025).

61. JOHN ROSS. "Economic Changes 'Slowing Australian Students Down'". In : *Times Higher Education (THE)* (10 oct. 2024). URL : <https://www.timeshighereducation.com/news/economic-changes-slowing-australian-students-down> (visité le 04/11/2025).

62. AMERICAN ASSOCIATION OF COLLEGES AND UNIVERSITIES et AMERICAN ACADEMY OF ARTS & SCIENCES. *A Call for Constructive Engagement*. Public statement, 22 avr. 2025. URL : <https://www.aacu.org/newsroom/a-call-for-constructive-engagement> (visité le 04/11/2025).

en réalité en baisse depuis une décennies,⁶³ ce qui témoigne d'un marché vacillant.

Les pays s'en tenant à la quasi-gratuité sont sans doute dans une situation moins périlleuse, sans pour autant être à l'abri des coupes budgétaires, comme en Allemagne⁶⁴ ou en Suède.⁶⁵

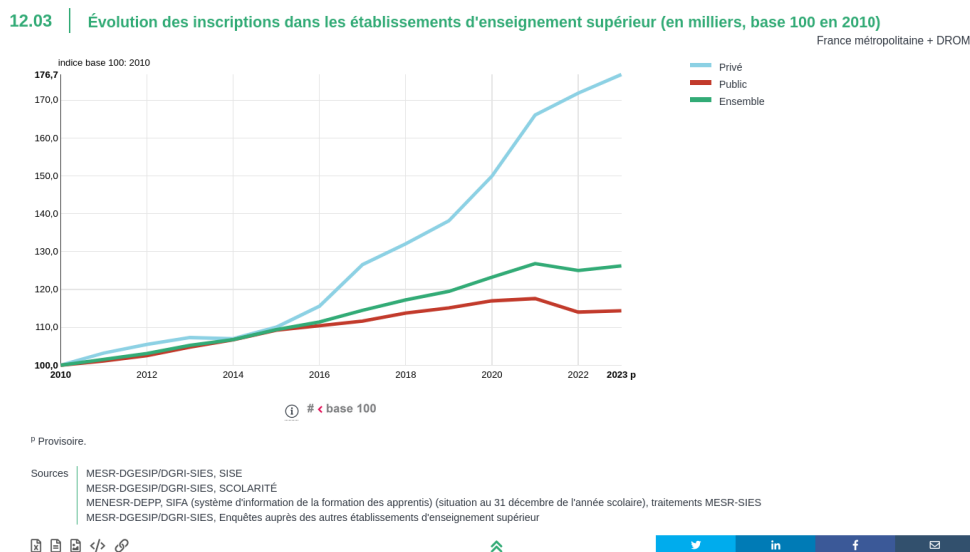
A cette situation difficile va rapidement s'ajouter des modifications dans les flux d'étudiants internationaux, en raison de la démographie, notamment chinoise,⁶⁶ et des politiques d'accueil,⁶⁷ mais aussi de la massification éducative en cours dans les pays africains, qui ont de moins en moins besoin des universités européennes pour former leur propre population.⁶⁸

Ainsi, si on n'a pas encore observé de réel écroulement avec des fermetures d'établissements publics renommés, le marché vacille et s'apprête sans doute à connaître des bouleversements. Si les investisseurs s'en retirent, la situation peut rapidement dégénérer.

4.2 En France, une inflation de l'offre, une déflation de la demande, et une bulle qui explose déjà

En France, la situation du marché de l'enseignement supérieur est dans une phase particulière, sans doute historiquement.

4.2.1 D'une part, l'offre de formation privée connaît un décollage sans précédent, modifiant l'équilibre public-privé historique.



le 04/11/2025).

63. BEN UNGLSEBEE. "Sticker Shock: A Look at the Complicated World of Tuition Pricing | Higher Ed Dive". In : *Higher ed dive* (22 juill. 2024). URL : <https://www.highereddive.com/news/college-tuition-sticker-price-discounting-revenue/721847/> (visité le 04/11/2025).

64. UNIVERSITY OF MANNHEIM. *Higher Education Budget Cuts: Universities Concerned About Baden-Württemberg's Future Viability*. 11 nov. 2024. URL : <https://www.uni-mannheim.de/en/news/higher-education-budget-cuts-universities-concerned-about-baden-wuerttembergs-future-viability/> (visité le 04/11/2025).

65. ANNE-FRANÇOISE HIVERT. "En Suède, les universités en difficulté financière". In : *Le Monde* (30 mars 2024). URL : https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/03/30/en-suede-les-universites-en-difficulte-financiere_6225105_3234.html (visité le 04/11/2025).

66. TASH MOSHEIM. "Collapse in Chinese Student Numbers 'Highly Likely' by 2040". In : *Times Higher Education (THE)* (29 sept. 2025). URL : <https://www.timeshighereducation.com/news/collapse-chinese-student-numbers-highly-likely-2040> (visité le 04/11/2025).

67. NATHAN M. GREENFIELD. "International Enrolment Plummets 36% in Atlantic Canada". In : *University World News* (18 oct. 2025). URL : <https://www.universityworldnews.com/post.php?story=20251018140149362> (visité le 04/11/2025).

68. LE 360 AFRIQUE. "Le Nigeria supprime les bourses d'études à l'étranger". In : *AFP* (7 mai 2025). URL : https://afrique.le360.ma/politique/le-nigeria-supprime-les-bourses-detudes-a-letranger_ISIPRV5AL5AVRKEEFTPTV3AVSSQ/ (visité le 04/11/2025).

Cette modification a été impulsé par les politiques gouvernementales⁶⁹ et le financement de l'alternance. Les premières enquêtes sur l'enseignement supérieur privé exposent de graves problèmes de qualité [MARCHAL⁷⁰]⁷¹ et de légalité.⁷² La réputation du secteur privé, bien qu'encore soutenue par des éditorialistes,⁷³ risque de subir rapidement une baisse aux yeux des familles. Le futur de l'équilibrage public-privé est donc complètement incertain.

Or, la saturation des places d'alternance et la contraction de leur financement nous met déjà dans une situation de possible éclatement d'une bulle,⁷⁴ et cela avant même que les premières données sur l'insertion professionnelle des alternants post-réforme ne soient disponibles.

4.2.2 D'autre part, nous sommes actuellement dans un pic démographique, qui précède un effondrement sans précédent des natalités et bientôt du nombre de bacheliers.

Dans 5 ans, nous amorcerons une chute mécanique du nombre d'étudiants, dont on ne connaît pas encore l'ampleur ni la durée. Cette durée sera sans doute supérieure à celle des carrières des universitaires actuels.

69. MURIEL PENICAUD. *Loi 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel* | *vie-publique.fr*. 5 sept. 2018. URL : <https://www.vie-publique.fr/loi/20799-loi-5-septembre-2018-pour-la-liberte-de-choisir-son-avenir-professionnel> (visité le 04/11/2025).

70. Claire MARCHAL. *Le cube: révélations sur les dérives de l'enseignement supérieur privé*. Flammarion enquête. Paris : Flammarion, 2025. ISBN : 978-2-08-042798-4.

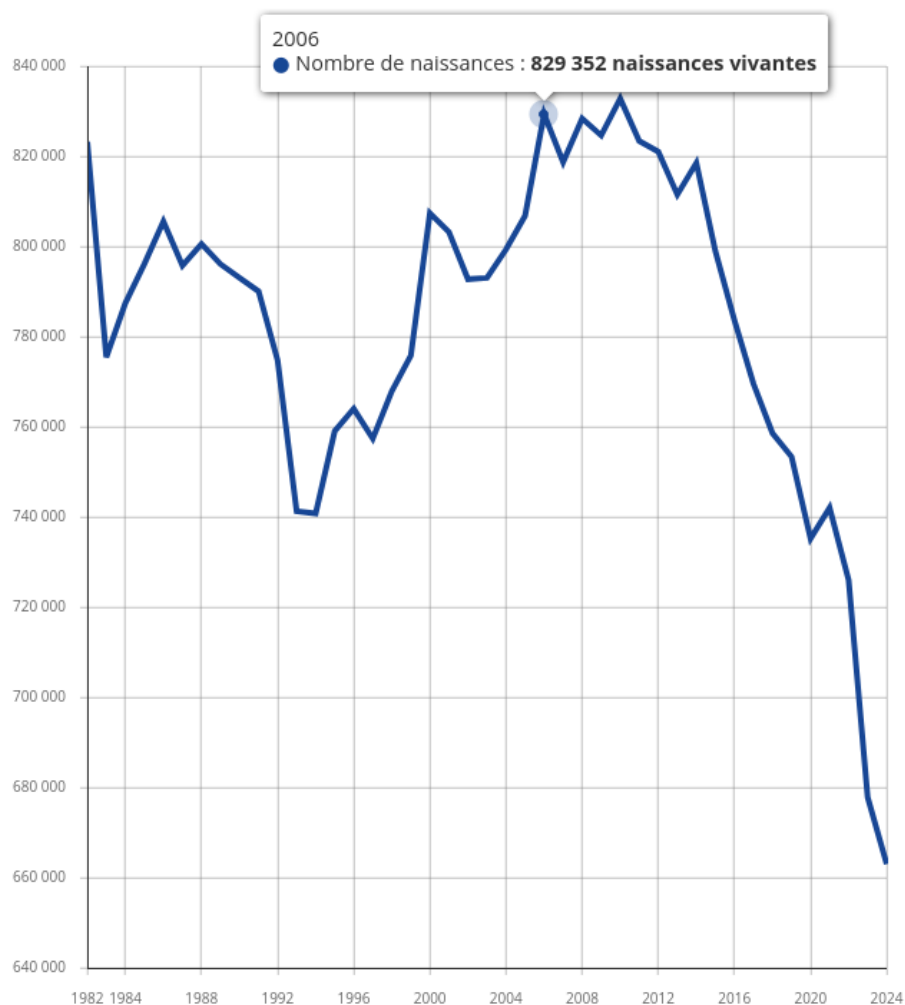
71. MAYLEN VILLAYERDE. "Enquête. "Ils ont brisé des rêves". Quand les écoles privées supérieures font du profit sur le dos des étudiants". In : *France 3 Bretagne* (9 oct. 2025). URL : <https://france3-regions.franceinfo.fr/bretagne/ille-et-vilaine/rennes/enquete-ils-ont-brise-des-reves-quand-les-ecoles-privées-superieures-font-du-profit-sur-le-dos-des-etudiants-3228725.html> (visité le 04/11/2025).

72. BÉATRICE DESCAMPS et ESTELLE FOLEST. *Conclusion Des Travaux de La Mission d'information Sur l'enseignement Supérieur Privé à but Lucratif*. 2458. Commission des Affaires culturelles et de l'Éducation, 10 avr. 2024. URL : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion-cedu/l16b2458_rapport-information.pdf (visité le 04/05/2024).

73. JUDITH WAINTRAUB. "Dopée par le déclin de l'enseignement supérieur public, la ruée vers le privé". In : *Le Figaro. Société* (17 oct. 2025). URL : <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/dope-par-le-declin-de-l-enseignement-superieur-public-la-ruée-vers-le-privé-20251017> (visité le 04/11/2025).

74. HÉRVÉ ESTAMPES. "Enseignement supérieur privé : « La bulle est en train d'éclater »". In : *Les Echos. Idées & Débats* (20 oct. 2025). URL : <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/enseignement-superieur-privé-la-bulle-est-en-train-declater-2193375> (visité le 04/11/2025).

Naissances vivantes



Note : donnée 2024 provisoire arrêtée à fin 2024.

Lecture : en 2024, 663 000 enfants sont nés vivants.

Champ : France hors Mayotte jusqu'en 2013 et y compris Mayotte à partir de 2014.

Source : Insee, statistiques et estimations d'état civil.

Nous sommes donc dans une situation où l'offre augmente, mais où la demande ne va pouvoir que baisser, ce qui est la recette de l'éclatement d'une bulle. Les secteurs sur lesquels cette demande va baisser sont tout à fait incertains, mais, dans la logique actuelle, des formations et sans doute des établissements vont devoir fermer. Les établissements les plus dépendants aux frais d'inscription seront mécaniquement les plus exposés.

Les premières stratégies d'adaptation commencent à être établies.⁷⁵ On peut les classer en trois catégories :

- Faire une transformation préventive de l'offre de formation, en fermant par avance les filières jugées les moins « rentables », dans l'espoir de pouvoir préserver les autres.
- Prendre le plus rapidement possible des parts de marché aux autres établissements publics, dans l'espoir de pouvoir préserver son établissement au détriment des autres.
- Investir d'autres marchés que le marché français.

⁷⁵. MALIKA BUTZBACH. "Baisse Démographique : Comment l'enseignement Supérieur Anticipe La Pénurie d'élèves". In : *L'Etudiant* (31 oct. 2025). URL : <https://www.letudiant.fr/educpros/enquetes/comment-lenseignement-superieur-anticipe-la-baisse-demographique.html> (visité le 04/11/2025).

Ce constat aboutit à cette question : **n'est-il pas trop tard pour basculer sur un modèle économique basé sur les frais d'inscription ?**

4.3 Un contexte éducatif qui invite à une réflexion plus large

Au final, il est tout à fait possible que la France, au même titre que toutes les nations ayant procédé à leur massification éducative, soit désormais face à un nouveau choix, de l'ampleur de celui qui a été fait après-guerre, concernant le rôle que doit jouer son enseignement supérieur et plus particulièrement son Université.

Posée de plus en plus fréquemment, la question du rôle des universités se pose en particulier au vu de l'inflation sans priorité des missions officielle de l'enseignement supérieur^{76 77, 78} comme le montre l'évolution du L123.2 du code de l'éducation⁷⁹. Tôt ou tard, il arrivera le moment où on ne pourra plus faire l'économie d'y apporter une réponse.

2000	2025
<p>> Article L123-2</p> <p>Version en vigueur du 22 juin 2000 au 19 avril 2006</p> <p>Le service public de l'enseignement supérieur contribue :</p> <p>1° Au développement de la recherche, support nécessaire des formations dispensées, et à l'élévation du niveau scientifique, culturel et professionnel de la nation et des individus qui la composent ;</p> <p>2° À la croissance régionale et nationale dans le cadre de la planification, à l'essor économique et à la réalisation d'une politique de l'emploi prenant en compte les besoins actuels et leur évolution prévisible ;</p> <p>3° À la réduction des inégalités sociales ou culturelles et à la réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes en assurant à toutes celles et à tous ceux qui en ont la volonté et la capacité l'accès aux formes les plus élevées de la culture et de la recherche.</p>	<p>> Article L123-2</p> <p>Version en vigueur depuis le 27 décembre 2020</p> <p>Modifié par LOI n°2020-1674 du 24 décembre 2020 - art. 41</p> <p>Le service public de l'enseignement supérieur contribue :</p> <p>1° A la réussite de toutes les étudiantes et de tous les étudiants ;</p> <p>1° Au développement de la recherche, support nécessaire des formations dispensées, à la diffusion des connaissances dans leur diversité et à l'élévation du niveau scientifique, culturel et professionnel de la nation et des individus qui la composent ;</p> <p>2° À la croissance et à la compétitivité de l'économie et à la réalisation d'une politique de l'emploi prenant en compte les besoins économiques, sociaux, environnementaux et culturels et leur évolution prévisible ;</p> <p>3° A la lutte contre les discriminations, à la réduction des inégalités sociales ou culturelles et à la réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes en assurant à toutes celles et à tous ceux qui en ont la volonté et la capacité l'accès aux formes les plus élevées de la culture et de la recherche. A cette fin, il contribue à l'amélioration des conditions de vie étudiante, à la promotion du sentiment d'appartenance des étudiants à la communauté de leur établissement, au renforcement du lien social et au développement des initiatives collectives ou individuelles en faveur de la solidarité et de l'animation de la vie étudiante ;</p> <p>3° bis A la construction d'une société inclusive. A cette fin, il veille à favoriser l'inclusion des individus, sans distinction d'origine, de milieu social et de condition de santé ;</p> <p>4° A la construction de l'espace européen de la recherche et de l'enseignement supérieur ;</p> <p>4° bis A la sensibilisation et à la formation aux enjeux de la transition écologique et du développement durable ;</p> <p>5° A l'attractivité et au rayonnement des territoires aux niveaux local, régional et national ;</p> <p>6° Au développement et à la cohésion sociale du territoire national, par la présence de ses établissements ;</p> <p>7° A la promotion et à la diffusion de la francophonie dans le monde ;</p> <p>8° Au renforcement des interactions entre sciences et société.</p>

Depuis 20 ans, l'équilibre entre formation professionnalisante et formation désintéressée a nettement dérivé en faveur de la professionnalisation^{80, 81}. Elle nécessite sans doute aujourd'hui d'être rediscuté, surtout si on considère que la formation désintéressée est plus que jamais utile pour faire face aux crises actuelles, et en particulier la crise informationnelle et la crise écologique. Même opérée pour des raisons budgétaires, l'augmentation des frais d'inscription est une réponse à cette discussion : la formation qui augmente ses frais d'inscription entérine qu'elle est avant tout au bénéfice individuel du diplômé, et non plus au bénéfice collectif de toute la société.

Ce type de choix relève d'un choix de société, civilisationnel, et ne devrait pas reposer sur une multitude de décisions techniques non coordonnées. Il est donc sans doute plus que nécessaire d'organiser une troisième colloque de Caen, consacré à la redéfinition des missions de l'enseignement supérieur public, à leur priorisation et à leur répartition entre les différents types d'établissements. C'est sans doute à cette

76. KENZA OCCANSEY. *Investir dans l'avenir: rebâtir un service public de l'enseignement supérieur*. CESE, 9 juill. 2025. URL : <https://www.lecese.fr/actualites/il-est-urgent-de-rebatir-un-service-public-de-lenseignement-superieur> (visité le 11/07/2025).

77. LAURENCE GARNIER et PIERRE-ANTOINE LEVI, *Les Relations Stratégiques Entre l'État et Les Universités*.

78. BRUNO BOUCHARD. « Il est temps de se demander ce que nous voulons pour l'enseignement supérieur et la recherche publics ou d'intérêt général ». In : (4 nov. 2025). URL : https://www.lemonde.fr/societe/article/2025/11/04/il-est-temps-de-se-demander-ce-que-nous-voulons-pour-l-enseignement-superieur-et-la-recherche-publics-ou-d-interet-general_6651573_3224.html (visité le 05/11/2025).

79. Article L123.2 du Code de l'éducation entre 2000 et 2025. www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000042815070

80. Dominique GLAYMANN et Fabienne MAILLARD. "La professionnalisation des formations scolaires et universitaires, entre discours et mises en œuvre". In : *Formation emploi* 156.4 (2021), p. 7-12. ISSN : 0759-6340. doi : 10.4000/formationemploi.10148.

81. Fabienne MAILLARD. "Du temps long des diplômes à la péremption des compétences". In : *La Pensée* 422.2 (12 juin 2025), p. 109-119. ISSN : 0031-4773. doi : 10.3917/lp.422.0109. URL : <https://shs.cairn.info/revue-la-pensee-2025-2-page-109> (visité le 31/10/2025).

seule condition, la clarification de nos missions, que l'on pourra rebâtir un modèle économique qui ne soit plus « à bout de souffle ».

5 Quelques points d'attention s'il était décidé de procéder à une augmentation des frais d'inscription

- La hausse des frais d'inscriptions à l'université est indissociable de la contractualisation des universitaires. Si le financement par les familles implique une adaptation dynamique des effectifs et de l'orientation des étudiants, alors il faut être en mesure d'adapter dynamiquement les effectifs et les disciplines des enseignants. Cela ne pourra pas se faire avec des recrutements ayant eu lieu 10, 20 ou 30 ans plus tôt. Séparer les deux questions porte le risque d'arriver à une situation dangereuse, « au milieu de guet », où il serait impossible d'adapter le service à la demande, et donc impossible de justifier le tarif demandé aux familles.
- Une augmentation des frais d'inscription à la discrétion de leur direction pour les écoles, mais à la discrétion de l'État pour les universités représenterait un profond faussement de concurrence, si on prend au sérieux la théorie du signal-prix et la nécessité d'une saine concurrence entre les établissements.
- Une augmentation homogène des frais d'inscription, par niveau, dans toutes les universités et toutes les disciplines serait incohérente avec toutes les théories qui supportent les frais d'inscription, et pourrait mener à une situation de mécontentement généralisé : selon la théorie de l'investissement, les étudiants des filières peu coûteuses (lettres) pourraient ne pas accepter financer les formations plus coûteuses (sciences expérimentales) ; selon la théorie du signal, les étudiants des filières les plus rentables (informatique, santé) pourraient ne pas accepter que leur formation soit présentée à la même valeur que les formations les moins rentables.
- Une augmentation à la discrétion des universités et différenciée par formation impliquerait le développement de nouvelles fonctions (stratégie marketing, études de marché, publicité commerciale, recouvrement, etc.), dont le coût ne doit pas être négligés car il pourrait très facilement dépasser les bénéfices. A cela, il faut ajouter la nécessité de développer ces compétences (alors que celles nécessitées par la LRU ne sont toujours pas stabilisées), et anticiper une augmentation des tensions internes, en particulier dans les CFVU qui devront fixer les tarifs.
- L'obligation de transparence des administrations devrait conduire à une publication en données ouvertes des frais d'inscription des formations publiques. Cela faciliterait le travail marketing des écoles privées, mais, sans réciproque, cela représenterait un handicap massif pour les établissements publics, tenus aveugles des tarifs pratiqués par leurs concurrents.
- De même, si les choix d'orientation se font en fonction de la rentabilité des formations, le contrôle strict des performances des formations publiques (Fresq, InserSup) représente un handicap massif face aux établissements privés, qui peuvent afficher librement n'importe quelle information sans aucun contrôle.
- Les grandes universités de recherche fusionnées pourraient être désavantagées par leur taille, rendant plus difficile l'établissement d'une stratégie globale, ou au moins équitable, de gestion des droits d'inscription. Elles doivent aussi se préparer au soupçon de faire financer leur recherche par leurs étudiants.
- Les universités de territoire pourraient être désavantagées par leur bassin, généralement constitué de familles moins fortunées et d'industries moins nombreuses que celles autour des grands centres universitaires.
- Les modèles économiques généralement mis en avant (Sciences Po et Dauphine) concernent des établissements absolument pas représentatifs de la majorité des universités, et ne sauraient servir sérieusement de modèle généralisable. En particulier, la non compensation par l'État des tarifs sociaux pourraient peser bien plus fort sur les universités normales que dans ces établissements.
- Si l'État établit un principe de responsabilité, en refusant par avance de renflouer les établissements basculant en frais d'inscription qui rencontreraient ensuite des difficultés, alors cette bascule est particulièrement risquée. Mais si l'État n'établit pas de principe de responsabilité,

alors des établissements peuvent être tentés de prendre de trop grands risques, comptant sur la solidarité pour surmonter les conséquences d'un échec, ce qui représente sans doute un encore plus grand danger. En conséquence, l'État doit, au préalable à toute décision de bascule, contractualiser clairement les conditions d'un renflouement en cas d'échec de la transition du modèle économique.

Références

- "Le niveau est en chute libre, il faut cibler les métiers manuels": doit-on en finir avec le bac+5 ? 17 sept. 2025. URL : https://rmc.bfmtv.com/actualites/societe/education/le-niveau-est-en-chute-libre-il-faut-cibler-les-metiers-manuels-doit-on-en-finir-avec-le-bac-5_AV-202509170667.html (visité le 04/11/2025).
- ADAMS, Richard. "Quarter of UK University Physics Departments at Risk of Closing, Survey Finds". In : *The Guardian. Education* (19 sept. 2025). ISSN : 0261-3077. URL : <https://www.theguardian.com/education/2025/sep/20/quarter-of-uk-university-physics-departments-at-risk-of-closing-survey-finds> (visité le 04/11/2025).
- ALAIN TRANNOY. "« Faire accepter à la communauté universitaire un relèvement modéré des droits d'inscription »". In : (9 nov. 2018). URL : https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/11/09/faire-acce-pter-a-la-communaute-universitaire-un-relevement-moder-des-droits-d-inscription_5381395_3232.html (visité le 29/10/2025).
- ALLÈGRE, Guillaume. "Le faux procès des études supérieures trop longues". In : *The Conversation* (8 oct. 2025). DOI : 10.64628/AAKj9yjjegvc. URL : <http://theconversation.com/le-faux-proces-des-etudes-superieures-trop-longues-266080> (visité le 29/10/2025).
- AMERICAN ASSOCIATION OF COLLEGES AND UNIVERSITIES et AMERICAN ACADEMY OF ARTS & SCIENCES. *A Call for Constructive Engagement*. Public statement, 22 avr. 2025. URL : <https://www.aacu.org/newsroom/a-call-for-constructive-engagement> (visité le 04/11/2025).
- ANNE MASCRET. "Mines Saint-Étienne : Les crises sont aussi des moments qui permettent...". In : *Dépêche n°736967* (15 août 2025). URL : <https://www.aefinfo.fr/depeche/736967-mines-saint-etienne-les-crises-sont-aussi-des-moments-qui-permettent-de-faire-evoluer-les-systemes-jacques-fayolle> (visité le 03/11/2025).
- ANNE-FRANÇOISE HIVERT. "En Suède, les universités en difficulté financière". In : *Le Monde* (30 mars 2024). URL : https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/03/30/en-suede-les-universites-en-difficulte-financiere_6225105_3234.html (visité le 04/11/2025).
- BÉATRICE DESCAMPS et ESTELLE FOLEST. *Conclusion Des Travaux de La Mission d'information Sur l'enseignement Supérieur Privé à but Lucratif*. 2458. Commission des Affaires culturelles et de l'Éducation, 10 avr. 2024. URL : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/rapports/cion-cedu/l16b2458_rapport-information.pdf (visité le 04/05/2024).
- BEN UNGLESBEE. "Sticker Shock: A Look at the Complicated World of Tuition Pricing | Higher Ed Dive". In : *Higher ed dive* (22 juill. 2024). URL : <https://www.highereddive.com/news/college-tuition-sticker-price-discounting-revenue/721847/> (visité le 04/11/2025).
- BEYER, Caroline. "Frédérique Vidal: «L'enjeu est de préserver le taux d'insertion professionnelle»". In : *Le Figaro. Société* (21 sept. 2021). URL : <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/frederique-vidal-l-enjeu-est-de-preserver-le-taux-d-insertion-professionnelle-20210921> (visité le 04/11/2025).
- BOLTON, Paul et Susan HUBBLE. "Coronavirus: Financial Impact on Higher Education". In : Research Briefing (27 oct. 2025). URL : <https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cbp-8954/> (visité le 04/11/2025).
- BOOTLE, Roger. "It's Time Britain Realised That Going to University Is a Scam". In : *The Telegraph* (11 août 2025). ISSN : 0307-1235. URL : <https://www.telegraph.co.uk/business/2025/08/11/its-time-we-realised-that-university-is-a-scam/> (visité le 04/11/2025).
- BRUNO BOUCHARD. "« Il est temps de se demander ce que nous voulons pour l'enseignement supérieur et la recherche publics ou d'intérêt général »". In : (4 nov. 2025). URL : https://www.lemonde.fr/societe/article/2025/11/04/il-est-temps-de-se-demander-ce-que-nous-voulons-pour-l-enseignement-superieur-et-la-recherche-publics-ou-d-interet-general_6651573_3224.html (visité le 05/11/2025).

- CAMILLE CORDONNIER. "Ressources propres : les droits d'inscription et l'Europe représentent..." In : *AEF* (Dépêche n° 737612 19 sept. 2025). URL : <https://www.aefinfo.fr/depeche/737612-ressources-propres-les-droits-d-inscription-et-l-europe-representent-le-plus-fort-potentiel-de-croissance-igesr-igf> (visité le 29/10/2025).
- COQUET, Bruno. *Apprentissage : Quatre leviers pour reprendre le contrôle*. OCFE, 2024. URL : <https://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2024/OFCEpbrief135.pdf>.
- CROUILLEBOIS, Olivier. "La Loi Devaquet : Raisons et Sens d'un Échec". Theses. Sorbonne Université, jan. 2020. URL : <https://theses.hal.science/tel-03407909> (visité le 02/11/2025).
- DAVID FLACHER et HUGO HARARI-KERMADEC. "Enseignement supérieur : l'augmentation des frais d'inscription, une prime à la sécession scolaire". In : *Libération. Tribunes* (1^{er} juill. 2025). URL : https://www.liberation.fr/idees-et-debats/tribunes/enseignement-superieur-laugmentation-des-frais-d-inscription-une-prime-a-la-secession-scolaire-20250701_TME7NOIKUBAYFMLU5MQ3KHAALA/ (visité le 02/11/2025).
- DAVID FLACHER et JULIEN GOSSA. *Frais d'inscription et privatisation de l'enseignement supérieur : enjeux et perspectives*. Les blogs d'Alternatives Économiques. 18 sept. 2025. URL : <http://blogs.alternatives-economiques.fr/les-economistes-atterres/2025/09/18/frais-d-inscription-et-privatisation-de-l-enseignement-superieur-enjeux-et-perspectives> (visité le 03/11/2025).
- DEACON, Michael. "The Collapse of Our Universities Is the Best Thing That Could Happen to Britain". In : *The Telegraph* (16 jan. 2024). ISSN : 0307-1235. URL : <https://www.telegraph.co.uk/news/2024/01/16/collapse-of-universities-would-be-great-news-for-britain/> (visité le 04/11/2025).
- Décret N° 2024-1108 Du 2 Décembre 2024 Relatif Au Budget et Au Régime Financier Des Établissements Publics à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel*. 2 déc. 2024.
- DURU-BELLAT, Marie. *L'inflation scolaire: les désillusions de la méritocratie*. La République des idées. Paris : Seuil, 2006. 105 p. ISBN : 978-2-02-085168-8.
- EMMA BECKER. "J'aimais beaucoup Charlie Kirk". In : *Le Figaro Vox. Vox Monde* (11 sept. 2025). URL : <https://www.lefigaro.fr/vox/monde/emma-becker-j-aimais-beaucoup-charlie-kirk-20250911> (visité le 04/11/2025).
- FAZACKERLEY, Anna. "Brexit Causes Collapse in European Research Funding for Oxbridge". In : *The Guardian. Education* (4 fév. 2023). ISSN : 0261-3077. URL : <https://www.theguardian.com/education/2023/feb/04/brexit-causes-collapse-in-european-research-funding-for-oxbridge-universities> (visité le 04/11/2025).
- FLACHER, David, Hugo HARARI-KERMADEC et Léonard MOULIN. "Faut-il (vraiment) augmenter les frais d'inscription à l'université ?" In : *Revue française d'économie* 3 (2012), p. 145-183. ISSN : 0769-0479. DOI : 10.3917/rfe.123.0145.
- FORDE, Susan. "Australia's university system is 'battered' and 'broken' – a new book surveys the wreckage and offers some solutions". In : *The Conversation* (30 juin 2025). DOI : 10.64628/AA.j64udygkt. URL : <http://theconversation.com/australias-university-system-is-battered-and-broken-a-new-book-surveys-the-wreckage-and-offers-some-solutions-259273> (visité le 04/11/2025).
- FRANÇOIS BAYROU. *Déclaration de M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, sur les propositions de réforme du système scolaire dans l'enseignement primaire et secondaire afin de lutter contre l'échec scolaire, Paris le 9 mai 1994. (Pour les 155 propositions vo. vie-publique.fr. 1994*. URL : <https://www.vie-publique.fr/discours/137031-declaration-de-m-francois-bayrou-ministre-de-leducation-nationale-su> (visité le 18/09/2022).
- GABRIELLE FACK et ÉLISE HUILLERY. *Enseignement Supérieur : Pour Un Investissement plus Juste et plus Efficace*. Les Notes 68. Conseil d'analyse économique, déc. 2021. URL : <https://cae-eco.fr/enseignement-superieur-pour-un-investissement-plus-juste-et-plus-efficace> (visité le 29/10/2025).
- GARCÍA-PEÑALOSA, Cecilia et Étienne WASMER. *Préparer La France à La Mobilité Internationale Croissante Des Talents*. Conseil d'analyse économique, 31 mai 2016. URL : <https://cae-eco.fr/static/pdf/cae-note-031v3.pdf#:~:text=attractivit%C3%A9%2C%20non%20pas%20uniquement%20par,parti%02culier%2C%20l'E2%80%99accueil%20des%20C3%A9trangers%20C3%A0> (visité le 29/10/2025).
- GARY-BOBO, Robert et Alain TRANNOY. *Faut-Il Augmenter Les Droits d'inscription à l'université?* Working Paper. HAL, 2005. DOI : 10.3406/rfeco.2005.1557.
- GILLOT DOMINIQUE et ADNOT PHILIPPE. *Financement des universités : l'équité au service de la réussite de tous*. Rapport d'information 547. Commission de la culture, de l'éducation, de la communication

- et du sport du Sénat, 3 avr. 2013. URL : <https://www.senat.fr/rap/r12-547/r12-547.html> (visité le 29/10/2025).
- GLAYMANN, Dominique et Fabienne MAILLARD. "La professionnalisation des formations scolaires et universitaires, entre discours et mises en œuvre". In : *Formation emploi* 156.4 (2021), p. 7-12. ISSN : 0759-6340. DOI : 10.4000/formationemploi.10148.
- HAYLEY CLARKE et EMILY DOUGHTY. "Thousands More University Jobs Cut as Financial Crisis Deepens". In : *BBC* (10 oct. 2025). URL : <https://www.bbc.com/news/articles/cp3ve5jegkvo> (visité le 04/11/2025).
- HERVÉ ESTAMPES. "Enseignement supérieur privé : « La bulle est en train d'éclater »". In : *Les Echos. Idées & Débats* (20 oct. 2025). URL : <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/enseignement-superieur-r-prive-la-bulle-est-en-train-declater-2193375> (visité le 04/11/2025).
- HUGO DÉCRYPTE - GRANDS FORMATS, director. *L'interview d'Emmanuel Macron Par Hugo Décrypte*. 4 sept. 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=3Z6HnUJ3hcw> (visité le 02/11/2025).
- HUGRÉE, Cédric et Tristan POUILLAOUËC. *L'université qui vient: un nouveau régime de sélection scolaire. Raisons d'agir*. Paris : Raison d'agir éditions, 2022. ISBN : 979-10-97084-17-2.
- JOHN OLIVER, director. *Trump vs. Higher Education*. 8 sept. 2025. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=xk94il8L820> (visité le 04/11/2025).
- JOHN ROSS. "Economic Changes 'Slowing Australian Students Down'". In : *Times Higher Education (THE)* (10 oct. 2024). URL : <https://www.timeshighereducation.com/news/economic-changes-slowing-australian-students-down> (visité le 04/11/2025).
- JUDITH WAINTRAUB. "Dopée par le déclin de l'enseignement supérieur public, la ruée vers le privé". In : *Le Figaro. Société* (17 oct. 2025). URL : <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/dope-par-le-declin-de-l-enseignement-superieur-public-la-ruée-vers-le-prive-20251017> (visité le 04/11/2025).
- JULIE LANIQUE. "Droits d'inscription en écoles d'ingénieurs : les positions des réseaux...". In : *Dépêche n° 732625* (). URL : <https://www.aefinfo.fr/depeche/732625-droits-d-inscription-en-ecoles-d-ingenieurs-s-les-positions-des-reseaux-insa-et-polytech> (visité le 03/11/2025).
- "Mines Saint-Étienne défend un modèle de financement public-privé "plus..."". In : *Dépêche n° 736407* (28 août 2025). URL : <https://www.aefinfo.fr/depeche/736407-mines-saint-etienne-defend-un-modele-de-financement-public-prive-plus-affirme-et-freine-ses-objectifs-de-croissance> (visité le 03/11/2025).
- JULIEN DAMONT. "Réduire l'enseignement supérieur". In : *Les Echos. Idées & Débats* (15 sept. 2025). URL : <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/reduire-l-enseignement-superieur-2186307> (visité le 04/11/2025).
- JULIETTE BURNEL. "L'ENS-PSL décide à son tour d'augmenter ses frais de scolarité à partir de la rentrée 2025". In : *Dépêche n° 732520* (10 juin 2025). URL : <https://www.aefinfo.fr/depeche/732520-l-ens-psl-decide-a-son-tour-daugmenter-ses-frais-de-scolarite-a-partir-de-la-rentree-2025> (visité le 03/11/2025).
- KENZA OCCANSEY. *Investir dans l'avenir: rebâtir un service public de l'enseignement supérieur*. CESE, 9 juill. 2025. URL : <https://www.lecese.fr/actualites/il-est-urgent-de-rebatir-un-service-public-de-l-enseignement-superieur> (visité le 11/07/2025).
- *Quel modèle de financement pour répondre aux ambitions de l'enseignement supérieur ?* CESE, 28 jan. 2025. URL : <https://www.lecese.fr/actualites/quel-modele-de-financement-pour-repondre-aux-ambitions-de-l-enseignement-superieur> (visité le 02/11/2025).
- LAUREN LASSABE SHEPHERD. "'The Universities Are the Enemy': Why the Right Detests the American Campus". In : *The Guardian. Opinion* (6 mai 2025). ISSN : 0261-3077. URL : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2025/may/06/maga-republicans-us-universities> (visité le 04/11/2025).
- LAURENCE GARNIER et PIERRE-ANTOINE LEVI. *Les Relations Stratégiques Entre l'État et Les Universités*. Rapport d'information 58. Commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport du Sénat, 2025-10-2025. URL : <https://www.senat.fr/rap/r25-058/r25-058.html> (visité le 29/10/2025).
- LE 360 AFRIQUE. "Le Nigeria supprime les bourses d'études à l'étranger". In : *AFP* (7 mai 2025). URL : https://afrique.le360.ma/politique/le-nigeria-supprime-les-bourses-detudes-a-letranger_ISIPRV5AL5AVRKEEFPTV3AVSSQ/ (visité le 04/11/2025).
- LUCAS CHANCEL. *Jeu de données sur la dépense publique d'enseignement supérieur et de recherche par étudiant en France*. 20 oct. 2025. URL : <https://lucaschancel.com/etudiants/> (visité le 04/11/2025).

- MAILLARD, Fabienne. "Du temps long des diplômes à la péremption des compétences". In : *La Pensée* 422.2 (12 juin 2025), p. 109-119. ISSN : 0031-4773. DOI : 10.3917/lp.422.0109. URL : <https://shs.cairn.info/revue-la-pensee-2025-2-page-109> (visité le 31/10/2025).
- MALIKA BUTZBACH. "Baisse Démographique : Comment l'enseignement Supérieur Anticipe La Pénurie d'élèves". In : *L'Etudiant* (31 oct. 2025). URL : <https://www.letudiant.fr/educpros/enquetes/comment-l-enseignement-superieur-anticipe-la-baisse-demographique.html> (visité le 04/11/2025).
- MARCHAL, Claire. *Le cube: révélations sur les dérives de l'enseignement supérieur privé*. Flammarion enquête. Paris : Flammarion, 2025. ISBN : 978-2-08-042798-4.
- MAYLEN VILLAVERDE. "Enquête. "Ils ont brisé des rêves". Quand les écoles privées supérieures font du profit sur le dos des étudiants". In : *France 3 Bretagne* (9 oct. 2025). URL : <https://france3-regions.franc3info.fr/bretagne/ille-et-vilaine/rennes/enquete-ils-ont-brise-des-reves-quand-les-ecoles-privées-superieures-font-du-profit-sur-le-dos-des-etudiants-3228725.html> (visité le 04/11/2025).
- MICHEL DENEKEN. "*Le modèle économique français pour l'enseignement supérieur est à bout de souffle*". 16 août 2017. URL : <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-invite-de-8h20/michel-deneken-le-modele-economique-francais-pour-l-enseignement-superieur-est-a-bout-de-souffle-2444435> (visité le 29/10/2025).
- MOORE, Rowan. "The Free-Market Gamble: Has Covid Broken UK Universities?" In : *The Guardian. Education* (17 jan. 2021). ISSN : 0261-3077. URL : <https://www.theguardian.com/education/2021/jan/17/free-market-gamble-has-covid-broken-uk-universities> (visité le 04/11/2025).
- MURIEL PENICAUD. *Loi 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel | vie-publique.fr*. 5 sept. 2018. URL : <https://www.vie-publique.fr/loi/20799-loi-5-septembre-2018-pour-la-liberte-de-choisir-son-avenir-professionnel> (visité le 04/11/2025).
- MURRAY, Sarah. "AI's Rapid Evolution Demands More Flexible Training". In : *Financial Times. Artificial intelligence* (23 oct. 2025). URL : <https://www.ft.com/content/177dab62-efc7-4485-9cf2-c78e94ac0302> (visité le 04/11/2025).
- NATHAN M. GREENFIELD. "International Enrolment Plummets 36% in Atlantic Canada". In : *University World News* (18 oct. 2025). URL : <https://www.universityworldnews.com/post.php?story=20251018140149362> (visité le 04/11/2025).
- Ne faites plus d'études: apprendre autrement à l'ère de L'IA*. Paris : Buchet Chastel, 2025. ISBN : 978-2-283-04249-6.
- NIKLASSON, Lars. "Quasi-markets in Higher Education—a Comparative Analysis". In : *Journal of Higher Education Policy and Management* 18.1 (mai 1996), p. 7-22. ISSN : 1360-080X, 1469-9508. DOI : 10.1080/1360080960180102. URL : <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/1360080960180102> (visité le 04/11/2025).
- PAOLI-GAGIN, Vanina. *Améliorer la performance de l'enseignement supérieur : un contrat qui reste à honorer*. Commission des finances : Sénat, 11 juin 2025. URL : <https://www.senat.fr/travaux-parlementaires/commissions/commission-des-finances/detail-actualite/controle-budgetaire-perspectives-de-financement-des-objectifs-fixes-par-la-loi-de-programmation-militaire-5100-1.html>.
- PAULINE CHAROUSSET et al. *Taille des classes et inégalités territoriales : quelle stratégie face à la baisse démographique?* Perspectives budgétaires. Institut des Politiques Publiques – IPP, 30 juin 2025. URL : <https://www.ipp.eu/publication/taille-des-classes-et-inegalites-territoriales-quelle-strategie-face-a-la-baisse-demographique/> (visité le 04/11/2025).
- PERROUD, Marion. "Les écoles d'ingénieurs publiques, comme CentraleSupélec, envisagent de faire davantage payer les familles". In : *Challenges. Grandes Ecoles* (16 oct. 2025). URL : https://www.challenges.fr/grandes-ecoles/les-ecoles-dingenieurs-publiques-comme-centrale-envisagent-de-faire-payer-les-familles_627769 (visité le 03/11/2025).
- PHILIPPE AGHION et ELIE COHEN. *Education et croissance*. rapport public. Conseil d'analyse économique, jan. 2004.
- PHILIPPE AGHION et ÉRIC MONNET. "Ce que rapporte l'éducation gratuite". In : *La Vie des idées* (14 déc. 2018). URL : <https://laviedesidees.fr/Ce-que-rapporte-l-education-gratuite> (visité le 29/10/2025).
- PRUVOT, Enora Bennetot et Thomas ESTERMANN. *Allocating Core Public Funding to Universities in Europe: State of Play & Principles*. EUA, mars 2022, p. 39.

- Quand l'éducation devient un marché*. France Culture, 18 sept. 2023. URL : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/etre-et-savoir/enseignement-superieur-faut-il-se-mefier-du-privé-a-but-lucratif-9596530> (visité le 02/11/2025).
- RENAISSANCE. *Un Choc Des Savoirs Pour l'enseignement Supérieur et La Formation*. 21 juill. 2025. URL : https://doc.parti.re/Conventions-thematiques_Nouvelle-donne.pdf (visité le 23/07/2025).
- SAUVAGE, Jean. *Projet De Foi De Finances Pour 1983: Tome VI, enseignement supérieur*. Sénat : Commission des Affaires culturelles, 22 nov. 1983, p. 39.
- SERRA, Mathilde, director. *Natacha Polony: «Arrêtons d'enseigner un milliard de conneries aux gamins» et apprenons plutôt la couture à l'école*. 25 sept. 2025. URL : <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/natacha-polony-arretons-d-enseigner-un-milliard-de-conneries-aux-gamins-et-apprenons-plutot-la-couture-a-l-ecole-20250925> (visité le 04/11/2025).
- Student Loan Forecasts for England, Financial Year 2024-25*. Department for Education, 3 juill. 2025. URL : <https://explore-education-statistics.service.gov.uk/find-statistics/student-loan-forecasts-for-england/2024-25> (visité le 04/11/2025).
- TASH MOSHEIM. "Collapse in Chinese Student Numbers 'Highly Likely' by 2040". In : *Times Higher Education (THE)* (29 sept. 2025). URL : <https://www.timeshighereducation.com/news/collapse-chinese-student-numbers-highly-likely-2040> (visité le 04/11/2025).
- THE POLICY INSTITUTE. *Mass University Closures Would Worry Seven in 10 People, with UK Government Getting Blame, Survey Finds*. King's College London. URL : <https://www.kcl.ac.uk/news/mass-university-closures-would-worry-seven-in-10-people-with-uk-government-getting-blame-survey-finds> (visité le 04/11/2025).
- THIERRY COULHON. *WikiLeaks - Macron Campaign Emails*. E-mail. 29 jan. 2017. URL : <http://web.archive.org/web/20220122054228/https://www.wikileaks.org/macron-emails/emailid/52695> (visité le 02/11/2025).
- UNIVERSITY OF MANNHEIM. *Higher Education Budget Cuts: Universities Concerned About Baden-Württemberg's Future Viability*. 11 nov. 2024. URL : <https://www.uni-mannheim.de/en/news/higher-education-budget-cuts-universities-concerned-about-baden-wuerttembergs-future-viability/> (visité le 04/11/2025).
- WEALE, Sally et Sally Weale Education CORRESPONDENT. "Government to Lose Money on All Student Loans – Even Those Repaid in Full". In : *The Guardian. Money* (9 jan. 2024). ISSN : 0261-3077. URL : <https://www.theguardian.com/money/2024/jan/09/government-lose-money-student-loans-inflation> (visité le 04/11/2025).
- WILLETTS, David. *Are Universities Worth It? A Review of the Evidence and Policy Options*. King's college London, 2025. URL : <https://www.kcl.ac.uk/policy-institute/assets/are-universities-worth-it.pdf>.